

NOM DE L'ORGANISME DEMANDEUR :

DEMANDE DE SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT

(pour le financement de la gestion courante et globale de l'association)

POUR L'ANNÉE 2026

(Merci de cocher la case correspondant à la nature de la subvention sollicitée et de mentionner le montant attendu)

1ÈRE DEMANDE

RENOUVELLEMENT

MONTANT DE LA DEMANDE :

€

PÔLE / SERVICE CONCERNÉ PAR LA DEMANDE DE SUBVENTION

PÔLE ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR - RECHERCHE - VIE ÉTUDIANTE PATRIMOINE

PÔLE ÉQUILIBRE DU TERRITOIRE - HABITAT - POLITIQUE DE LA VILLE - DISPOSITIFS CONTRACTUELS

PÔLE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE - EMPLOI ET MOBILITÉS

PÔLE ENVIRONNEMENT DÉVELOPPEMENT DURABLE - COLLECTE - AGRICULTURE

PÔLE CULTURE - SPORTS

NE SAIS PAS

Les demandes de subvention seront déposées exclusivement au siège de Troyes Champagne Métropole, 1 Place Robert Galley 10000 TROYES ou par courriel au service concerné.

FONCTIONNEMENT : Au plus tard le 15 octobre, date limite de dépôt.

TOUT DOSSIER DOIT ÊTRE RETOURNÉ EN UN SEUL EXEMPLAIRE À :

Monsieur le Président de
Troyes Champagne Métropole
1 Place Robert Galley
10000 TROYES

Téléchargement du formulaire sur le site
internet de Troyes Champagne Métropole
<https://troyes-champagne-metropole.fr>

PRÉSENTATION DE L'ORGANISME DEMANDEUR

RENSEIGNEMENTS ADMINISTRATIFS ET JURIDIQUES

La situation juridique doit correspondre à celle de l'organisme qui sollicite la subvention. Si celle-ci est une délégation départementale ou locale, elle doit avoir la personnalité morale. **Dans le cas contraire, la demande doit être présentée par la structure « mère », à moins que cette dernière ne produise une procuration à la délégation départementale ou locale.**

Attention : les associations type loi 1905 ne peuvent pas prétendre à l'octroi d'une subvention de fonctionnement pour leurs activités culturelles

Nom de l'association :

Sigle usuel :

Association déclarée loi 1901

Association culturelle déclarée loi 1905

Section ou délégation locale

Établissement public

**Numéro de déclaration en Préfecture ou d'inscription
au Répertoire National des Associations (obligatoire) :**

Numéro SIRET¹ (obligatoire) :

CRÉATION - à remplir uniquement en cas de première demande de subvention et justifier d'un an d'existence.
(Joindre une copie des statuts, du récépissé de déclaration en préfecture et de l'avis d'insertion au Journal Officiel)

Association déclarée à la préfecture de :

Le :

Date de publication au Journal Officiel :

MODIFICATION(S) - Merci de cocher la case correspondant à l'objet de la modification

Date de la dernière modification déclarée en préfecture :

Titre

Statuts

Liste des membres du bureau

Siège social

(Joindre une copie des statuts, du récépissé de déclaration en préfecture et de l'avis d'insertion au Journal Officiel)

Adresse du siège social :

Code Postal :

Commune :

Téléphone :

Portable :

Courriel :

Site internet :

Adresse de correspondance (si différente du siège social) :

Code Postal :

Commune :

Courriel :

Adresse personnelle

Adresse professionnelle

¹ Le numéro de SIRET est un identifiant à 14 chiffres attribué par l'INSEE aux personnes physiques et aux personnes morales telles que les associations. Pour obtenir ce numéro, les associations qui emploient du personnel peuvent solliciter l'URSSAF. Les autres associations qui n'emploient pas de personnel doivent en adresser la demande par courrier à l'INSEE en joignant une copie des statuts de l'association, une copie du récépissé de déclaration de création en Préfecture et de l'avis d'insertion au Journal Officiel (INSEE - Pôle Sirene - 32 avenue Malraux, 57046 Metz Cedex 01, Email : sirene-associations@insee.fr)

Personne chargée du suivi du présent dossier de subvention :

Nom :

Prénom :

Fonction :

Téléphone :

Courriel :

Président de l'organisme :

Nom :

Prénom :

Adresse :

Courriel :

Téléphone :

Objet statutaire de l'organisme demandeur (présentation synthétique) :

Votre organisme est-il reconnu d'utilité publique (RUP)² ?

oui

non

Si oui, date de publication au Journal Officiel :

Associations ayant une activité principale liée au spectacle, à l'animation (à renseigner obligatoirement)

Licence d'entrepreneur³ N°

Code A.P.E.⁴

Votre association dispose-t-elle d'agrément(s) administratif(s) ?

oui

non

Si oui, merci de préciser ci-dessous :

TYPE D'AGRÉMENT	ATTRIBUÉ PAR	EN DATE DU
------------------------	---------------------	-------------------

² Pour être reconnue d'utilité publique l'association ou la fondation doit œuvrer dans l'intérêt général ; l'association doit en outre avoir au moins 3 ans de pratique comme association déclarée, compter au moins 200 membres, disposer d'un budget attestant de manière tangible de sa solidité financière et agir sur le plan national. La demande doit être faite auprès du Ministère de l'intérieur et la reconnaissance est accordée par décret en Conseil d'État.

³ L'association qui a une activité statutaire ou principale liée au spectacle vivant doit être détentrice de la Licence d'Entrepreneur de spectacle (Loi n°99-198 du 18 mars 1999) et d'un code A.P.E. ou Nomenclature d'Activités Françaises (NAF).

⁴ Code A.P.E.: Activité Principale Exercée par une entreprise ou par un établissement. Ce code est attribué par l'INSEE à chaque entreprise et à chaque établissement selon son activité principale. Il est constitué de 4 chiffres et d'une lettre d'après la nomenclature d'activités française (NAF).

COMPOSITION DE L'ORGANE DIRECTEUR

(Merci de joindre la dernière liste à jour des membres du bureau et du Conseil d'administration)

FONCTION	NOM PRÉNOM	LIEN ÉVENTUEL AVEC TROYES CHAMPAGNE MÉTROPOLE <i>(A : Élu - B : Agent)</i>
Président(e)		
Vice-président(e)		
Vice-président(e)		
Secrétaire		
Secrétaire Adjoint(e)		
Trésorier(e)		
Trésorier(e) Adjoint(e)		
Directeur/Directrice		

CHARGES DE PERSONNEL *(dernière situation connue)*

Nombre total de salariés :

Équivalent temps plein :

Les charges salariales représentent

% des charges totales du budget de fonctionnement de l'organisme.

Les 3 principaux salaires *(dernière situation connue)* :

FONCTION/QUALIFICATION AU SEIN DE L'ORGANISME	TYPE DE CONTRAT <i>(CDD, CDI, Autres Contrats Dispositif insertion (à préciser), Temps Complet, Temps Partiel)</i>		MONTANT BRUT ANNUEL DE LA RÉMUNÉRATION + CHARGES PATRONALES <i>(en €)</i>	MONTANT TOTAL DES AIDES <i>(en €)</i>
	Nature du Contrat	Durée Hebdo		

LOCAUX *(À remplir par les associations propriétaires ou locataires de leurs locaux)*

L'organisme est :

Propriétaire

Locataire de la Commune de :

Location auprès d'un autre bailleur

Adresse et désignation des locaux loués :

Propriétaire : Coût annuel d'entretien des locaux : € représente % du budget global

Locataire : Coût annuel locatif : € représente % du budget global

AIDES EN NATURE REÇUES DEPUIS LE 1ER JANVIER DE L'ANNÉE EN COURS

À noter : les éléments suivants sont à renseigner uniquement si l'organisme demandeur bénéficie de mises à disposition gratuites d'une commune membre de l'EPCI. Le montant total de ces aides en nature devra être inscrit au budget de l'exercice clos.

Nature de l'aide ou des aides accordée(s) :

Locaux à usage permanent

Locaux à usage ponctuel

(dont bureau et/ou
salle de réunion)

(dont bureau et/ou
salle de réunion)

Terrain

Matériel

Autres (fluides, énergie ...)

Personnel

Détails :

Existe-t-il une convention de partenariat pour la mise à disposition de cette aide ?

oui

non

L'aide en nature est accordée par :

Commune(s) :

Montant :

Département

Région

Troyes Champagne Métropole

Autre(s) (préciser) :

Nature des aides attribuées (si aides attribuées sous le régime des aides économiques de minimis, le préciser) :

FONCTIONNEMENT - BUDGET 2026 -

à noter : pour les délégations ou sections locales il convient de présenter le budget de l'entité locale

Nom de l'organisme demandeur :

Année :

ou exercice du :

au :

CHARGES (dépenses)			PRODUITS (recettes)		
	Résultat du dernier exercice clos	Prévisionnel		Résultat du dernier exercice clos	Prévisionnel
60. Achats			70. Ventes de produits finis, prestations de services, marchandises		
Prestations de services			74. Subventions d'exploitation		
Achats matières et fournitures			ÉTAT : précisez le(s) ministère(s) sollicité(s)		
Autres fournitures					
61. Services extérieurs					
Locations			Région(s)		
Entretien et réparation			Département(s)		
Assurance			Commune(s) / communauté(s) de communes ou d'agglomération (préciser)		
Documentation					
62. Autres services extérieurs			Organismes sociaux (CAF...) (à détailler)		
Rémunérations intermédiaires et honoraires					
Publicité, publication			Fonds européens		
Déplacements, missions			Agence de services de paiement (emplois aidés)		
Services bancaires, autres			Autres aides, dons ou subventions affectées		
63. Impôts et taxes			75. Autres produits de gestion courante (cotisations...)		
Impôts et taxes sur rémunération			76. Produits financiers		
Autres impôts et taxes			77. Produits exceptionnels		
64. Charges de personnel			78. Reprises sur amortissements et provisions		
Rémunération des personnels			79. Transfert de charges		
Charges sociales			Ressources propres		
Autres charges de personnel			Insuffisance prévisionnelle (déficit)		
65. Autres charges de gestion courante					
66. Charges financières					
67. Charges exceptionnelles					
68. Dotations aux amortissements					
69. Impôt sur les bénéfices (IS), Participation des salariés					
689 - Engagements à réaliser sur ressources affectées					
Excédent prévisionnel (bénéfice)					
Total des charges			Total des produits		
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES					
86. Emplois des contributions volontaires en nature			87 - Contributions volontaires en nature		
Secours en nature			Dons en nature		
Mise à disposition gratuite de biens et prestations			Prestations en nature		
Personnel bénévole			Bénévolat		
TOTAL CONTRIBUTIONS			TOTAL CONTRIBUTIONS		
TOTAL GÉNÉRAL			TOTAL GÉNÉRAL		

BILAN ACTIF (dernier exercice clos)	BILAN PASSIF (dernier exercice clos)
Actif immobilisé	Fonds propres
Actif circulant (dont disponibilités et placements)	Provisions pour risques
	Dettes
TOTAL BILAN	TOTAL BILAN

L'organisme sollicite une subvention de €, qui représente% du total des produits.

**AUTRES ÉLÉMENTS FINANCIERS : EN DATE DU/...../..... (date du dépôt de la demande de subvention)
(Cadre à remplir obligatoirement)**

NATURE	Compléter : 0 € ou le montant en €
Disponibilités (solde des comptes bancaires)	
Placements (SICAV, livrets ...)	
Merci de justifier vos placements et/ou disponibilités et/ou excédents de trésorerie (ex : achats, provisions salaires) :	

INTÉRÊT LOCAL

COMMUNE DU SIÈGE SOCIAL :

TERRITOIRE(S) IMPACTÉ(S) PAR L'ORGANISME DEMANDEUR : (cocher la ou les cases)

Troyes Champagne Métropole

National

Autre (préciser)

Département

Région

QUELS ATOUTS POUR L'AGGLOMÉRATION ? (à définir) :

UTILISATION PRÉVISIONNELLE DE LA SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT

PRÉSENTATION DÉTAILLÉE : (description du programme d'actions, activités planifiées, achats ...)

OBJECTIF(S) :

QUELS SONT LES MOYENS MATÉRIELS ET HUMAINS MIS EN OEUVRE POUR ATTEINDRE CES OBJECTIFS ?

QUELS SONT LES RÉSULTATS ATTENDUS ?

PARTENARIAT MOBILISÉ : *associatif, institutionnel, conseil citoyen, collectif d'habitants*

Public(s) ciblé(s) : *(sexe, âge, QPV...)*

Nombre de bénéficiaires attendus :

Nombre de participants bénévoles :

Autres demandes effectuées auprès d'une commune de Troyes Champagne Métropole pour le fonctionnement courant : aides en nature sans paiement de redevance

locaux, terrains, salles

personnel

matériel

autres

Détails :

Est-il prévu une ou des participation(s) financière(s) des bénéficiaires ou du public visé ? *(ex : activité payante)*

Si oui, montant pratiqué :

€ et fréquence / année :

PIÈCES À JOINDRE OBLIGATOIREMENT

POUR UNE PREMIÈRE DEMANDE :

Une copie à jour de la composition du bureau et/ou Conseil d'Administration

Un exemplaire des statuts datés et signés (et du règlement intérieur, s'il existe)

Une copie du récépissé de création déclarée en Préfecture

Une copie de l'avis d'insertion au Journal Officiel

Le compte-rendu de la dernière assemblée générale approuvant les comptes annuels

Le plus récent rapport d'activité approuvé

Le bilan et les annexes du dernier exercice clos, le compte de résultat du dernier et de l'avant dernier exercice clos et le budget prévisionnel (page 5). Pour les délégations, sections, antennes locales, il convient de présenter les éléments budgétaires de l'entité locale.

Une attestation de certification conforme du commissaire aux comptes et de publication des comptes au Journal Officiel (lorsque le montant total des subventions perçues > 153 000€)

Un relevé d'identité bancaire ou postal au nom de l'organisme demandeur identique à celui indiqué sur le n° de SIRET

Une copie du document officiel attestant du numéro de SIRET et de la dénomination sociale

Votre accord concernant la protection des données (RGPD) pages 10 et 11

Le contrat d'engagement républicain signé

POUR UN RENOUVELLEMENT :

Une copie à jour de la composition du bureau et/ou Conseil d'Administration

Le compte-rendu de la dernière assemblée générale approuvant les comptes annuels

Le plus récent rapport d'activité approuvé

Le bilan et les annexes du dernier exercice clos, le compte de résultat du dernier et de l'avant dernier exercice clos et le budget prévisionnel (page 5). Pour les délégations, sections, antennes locales, il convient de présenter les éléments budgétaires de l'entité locale.

Une attestation de certification conforme du commissaire aux comptes et de publication des comptes au Journal Officiel (lorsque le montant total des subventions perçues > 153 000€)

Un relevé d'identité bancaire ou postal au nom de l'organisme demandeur identique à celui indiqué sur le n° de SIRET (même si le compte reste inchangé)

Une copie du document officiel attestant du numéro de SIRET et de la dénomination sociale (en cas de modification du siège social)

Un exemplaire des nouveaux statuts datés et signés (en cas de modification des statuts)

Une copie du récépissé de modification de statuts, titre ou dirigeants, déclarée en Préfecture (en cas de modification)

Le contrat d'engagement républicain signé

ATTESTATION SUR L'HONNEUR

Cette fiche doit obligatoirement être remplie pour toutes les demandes (demande initiale ou renouvellement) et quel que soit le montant de la subvention sollicitée. Si le signataire n'est pas le représentant légal de l'organisme, merci de joindre le pouvoir lui permettant d'engager celle-ci.

Je soussigné(e)

(nom et prénom)

En ma qualité de

Représentant(e) légal(e) de l'organisme

(nom de l'organisme)

certifie :

- que l'organisme est régulièrement déclaré ;
- que l'organisme est en règle au regard de l'ensemble des déclarations sociales et fiscales ainsi que des cotisations et paiements correspondants ;
- que l'organisme a souscrit au contrat d'engagement républicain annexé au décret n°2021-1947 du 31 décembre 2021 pris pour l'application de la loi n°2021-1109 du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République ;
- exactes et sincères les informations du présent dossier, notamment la mention de l'ensemble des demandes d'aides déposées auprès d'autres financeurs publics ainsi que l'approbation du budget par les instances statutaires ;
- demander une subvention de fonctionnement et/ou spécifique représentant un montant de € et m'engager à utiliser l'aide ou les aide(s) financière(s) susceptible(s) d'être allouée(s) conformément à sa/leur(s) destination(s) prévisionnelle(s).

Je certifie également avoir pris connaissance des conditions d'octroi et des extraits du règlement général du Guide des aides de Troyes Champagne Métropole et de la notice d'information portant sur les obligations normatives joints au formulaire de demande de subvention.

Précise que toute subvention, si elle est accordée, devra être versée au compte bancaire ou postal de l'organisme :

Nom du titulaire du compte :

Banque ou centre :

Domiciliation :

Code banque/ Établissement	Code Guichet	Numéro de compte	Clé RIB/RIP	BIC
-------------------------------	--------------	------------------	-------------	-----

autorise Troyes Champagne Métropole à notifier les délibérations/conventions par voie électronique à l'adresse suivante :

Je m'engage à :

- informer Troyes Champagne Métropole en cas d'annulation de l'action ainsi qu'à solliciter l'annulation de la décision d'octroi de la subvention spécifique allouée si elle n'a pas été versée ou à faire procéder au reversement des sommes déjà liquidées à ce titre.
- transmettre, sur simple demande de Troyes Champagne Métropole, toutes pièces justificatives de l'utilisation de cette aide.

TRAITEMENT DES DONNÉES PERSONNELLES

Les informations recueillies sur ce formulaire sont enregistrées dans un fichier informatisé (et/ou papier) par Troyes Champagne Métropole dans le but de gérer les subventions et les relations avec les associations et sont destinées au service compétent pour gérer la demande. La base juridique du traitement est le consentement.

Elles seront conservées, en référence à la durée d'utilité administrative en vigueur, pendant, au minimum, 10 ans pour les dossiers bénéficiant d'une subvention et 2 ans pour les autres.

Conformément au Règlement européen sur la Protection des Données (RGPD), vous pouvez exercer vos droits (accès, information, opposition, rectification, effacement, limitation, portabilité) en contactant : le Délégué à la Protection des Données, Centre de Gestion de l'Aube (CDG10), BP 40085 Sainte-Savine, 10602 La Chapelle Saint-Luc - dpo@cdg10 ou en introduisant une réclamation auprès de la CNIL

Signature (obligatoire)

Fait à

Le

Titre du signataire (à renseigner) :

Attention : toute fausse déclaration est passible de peines d'emprisonnement et d'amendes prévues par les articles 441-6 et 441-7 du Code pénal.

NOM DE L'ORGANISME DEMANDEUR :

**AUTORISATION DE TRANSMISSION DES DONNÉES À D'AUTRES SERVICES
DANS LE CADRE DE LA COMMUNICATION INSTITUTIONNELLE**

Les données relatives aux coordonnées personnelles du Président et de la personne chargée du suivi de la demande de subvention recueillies sur ce formulaire sont susceptibles d'être transmises au service Protocole et aux directions fonctionnelles de la collectivité dans le cadre de la communication institutionnelle.

Il convient alors d'obtenir votre consentement si les données transmises sont vos données personnelles :

OUI, j'accepte que mes données personnelles soient utilisées dans le cadre de la communication institutionnelle,

NON, je transmets mes données personnelles uniquement pour renseigner le dossier de demande de subvention et ne désire pas être contacté(e) via mes données personnelles mais uniquement sur l'adresse du siège social de l'association.

Ces données personnelles seront conservées jusqu'à leur rectification ou le retrait de votre consentement.

Conformément au Règlement européen sur la Protection des Données (RGPD), vous pouvez exercer vos droits (accès, information, opposition, rectification, effacement, limitation, portabilité) en contactant : le Délégué à la Protection des Données, Centre de Gestion de l'Aube (CDG10), BP 40085 Sainte-Savine, 10602 La Chapelle Saint-Luc - dpo@cdg10 ou en introduisant une réclamation auprès de la CNIL.

Signature (obligatoire)⁵

Fait à

Le

Titre du signataire (à renseigner) :

⁵ À noter : si le dossier n'est pas signé par le représentant légal de l'association, il convient de joindre le pouvoir donné par ce dernier au signataire. Pour les délégations locales, l'attestation d'autorisation de demande de subvention validée par l'instance nationale doit être jointe.